

L'U.N.E.F. RECONVERTIE

TOUS les journaux, pendant trois jours, ont parlé de crise à l'U.N.E.F. Le bureau Le Meilleur avait, en effet, remis et maintenu sa démission à l'assemblée générale des 4 et 5 juillet. Quand J.-C. Roure et le nouveau bureau, dans lequel entrent trois nouveaux membres, quitta la rue de la Sorbonne pour la rue Soufflot vendredi 6 juillet, à 9 heures, la plupart des Associations générales avaient compris que leur langage était commun et que la confusion avait été portée à son comble à Reims et depuis Pâques en masquant les désaccords fondamentaux à travers des questions de personne. Au congrès, le zèle de certains « minoritaires » pour gauchir ces positions du mouvement amena à la conclusion publique que le syndicalisme étudiant s'accordait un an de réflexion. Expression vague qui inquiéta, par exemple, beaucoup de nos camarades craignant de voir le problème de l'unité — et de la F.N.E.F. rivale — prendre le dessus sur l'action revendicative et la réflexion proprement dite. D'autant que les motifs de cet arrêt recoupaient aussi la crise commune de tous ces mouvements ayant pris une part prépondérante à la lutte contre la guerre d'Algérie, et leur problème commun : *la reconversion*.

En ce début de juillet, la cristallisation intervint sur la politique *logement* du mouvement telle que le vice-président intérieur Dutheil la mettait en pratique. Homme dynamique, Dutheil ne s'embarassait pas de précautions de langage et il ne put, pas plus qu'à Reims, expliquer à la commission intérieure la stratégie syndicale de son action, car une partie de la « minorité » le suspectait de « technocratie progouvernemental » en même temps que d'indiscipline, car il refusait un bureau d'étude échappant au contrôle de la démocratie syndicale. La démission collective du bureau devenait nécessaire pour permettre une explication au fond.

Elle vint après l'exposé de Dutheil ; dès lors la politique *logement* de l'U.N.E.F. fut adoptée, sauf par les tenants de « la courroie de transmission », avec quelques réserves de la part de certains anciens « majos » apolitiques et l'hostilité plus surprenante du président de l'A.G.E. de Grenoble.

Les questions de personnes sont donc dépassées. Il restait à refaire un bureau de l'U.N.E.F. autour de Jean-Claude Roure, « minoritaire » de Montpellier, pied-noir devenu vice-président universitaire à Reims, alors qu'il était président de l'Office des Lettres.

C'est dans une ambiance de discussion ouverte devant l'opposition elle-même que la plupart des membres furent de nouveau candidats, les départs de Le Meilleur et Dutheil amenant Ragolski, des E.N.S., et Béranger, de Sciences Po, et celui de Dalloz, l'entrée de Delaville, de la Fédération Université Santé. Le dialogue surtout était rétabli entre ce bureau et les A.G.E., puisque Roure obtint 7 voix sur 8.

La « crise » n'était qu'un besoin de clarification et cette clarification doit se poursuivre pour l'assemblée générale extraordinaire convoquée à la mi-septembre. D'ici là, le bureau et les A.G.E. doivent dégager une plate-forme d'action revendicative à lancer pour la rentrée universitaire. Cette plate-forme sera la première action de l'U.N.E.F. reconvertie. Son contenu marquera la nature même des grandes options syndicales du mouvement étudiant tandis que sa présentation devra se faire dans un langage apte à être compris dans la masse des étudiants et par des méthodes qui sensibilisent nettement la base.

Le contenu donc ne devra pas être « décalé », d'où la nécessité pour obtenir la sensibilisation sur cette plate-forme d'un langage nouveau et d'une pédagogie adaptée à la mentalité des plus jeunes générations étudiantes. La solution du problème de l'unité est derrière la réussite ou l'échec de ce programme, d'autant plus que la F.N.E.F. est désormais dirigée par les fascistes et que, en conséquence, c'est par la base que le syndicalisme peut seulement exister.

C'est pourquoi cette insertion des dirigeants dans le monde étudiant, et de celui-ci dans la Cité font poser en premier terme de la plate-forme et comme un problème politique la réforme de l'enseignement et de son caractère de service national — puis vient le niveau de vie de l'étudiant, c'est-à-dire l'aspect économique de son insertion dans la société : logement, bourses, présalaire, tandis que les problèmes urgents sont également à poser en termes concrets : la coopération technique avec l'Algérie indépendante, la situation matérielle de l'Éducation nationale et, en particulier, l'anarchie de l'enseignement technique.

L'important est que l'U.N.E.F. soit parmi les premiers à réussir sa reconversion. Le Front Socialiste, par exemple, est à ce prix.

Pierre Viaud.